Table des matières

1
Le régime de taxation des produits d'épargne et de placement et les effets de la crise financière 7

Denis-Emmanuel PHILIPPE
assistant aux F.U.S.L., avocat

Introduction 8

CHAPITRE 1
Synthèse du régime de taxation des produits d'épargne et de placement 9

SECTION 1
Les placements en obligations et autres titres de créance 9

A. *Traitement fiscal des intérêts* 9

B. *Traitement fiscal des plus-values* 13

1. Exonération des plus-values s'inscrivant dans le cadre de la gestion normale du patrimoine privé 13

2. Taxation de la « composante intérêts » des plus-values sur titres à revenus fixes 15

a) *Cadre général* 15

b) *Difficultés pratiques* 17

C. *Système de taxation des intérêts* 19

SECTION 2
Les placements en produits d'assurance 21
A. *Cadre général* 21
B. *Traitement fiscal des produits d'assurance des branches 21, 23 et 26* 23
1. Produits d'assurance de la branche 21 23
a) *Description des produits de la branche 21* 23
b) *Régime fiscal des produits de la branche 21* 24
2. Produits d'assurance de la branche 23 28
a) *Description des produits de la branche 23* 28
b) *Régime fiscal des produits de la branche 23* 29
3. Produits d'assurance de la branche 26 32
a) *Description des produits de la branche 26* 32
b) *Régime fiscal des produits de la branche 26* 32
C. *Problématique de la disqualification des produits d'assurance en produits de placement* 34
D. *Système de taxation des revenus de produits d'assurance* 37

SECTION 3
Les placements en actions 38
A. *Placement en actions de sociétés commerciales* 38
1. Régime de taxation des dividendes 38
2. Régime de taxation des plus-values 40
3. Système de taxation des dividendes 41
a) *Synthèse du système de taxation des dividendes* 41
b) *Sort des dividendes d'origine étrangère* 42
B. *Placement en actions d'organismes de placement collectif* 45
1. Cadre général 45
2. Régime de taxation des plus-values 47
3. Régime de taxation des revenus 54
a) *Sociétés d'investissement* 54
b) *Fonds communs de placement* 55

CHAPITRE 2
Les effets de la crise financière 57

SECTION 1
Les mini-réformes en matière de droit de succession 57
A. *Contexte général* 57

B. *Aperçu des règles générales d'évaluation des titres hérités* 58
C. *Nouvelles règles d'évaluation introduites suite à la crise financière* 59
D. *Illustrations de l'efficacité des mesures anti-crise* 61

SECTION 2
Pistes fiscales en matière de taxation de l'épargne dans l'optique d'une relance de l'économie 62
A. *Contexte général* 62
B. *Panorama des pistes fiscales en matière de taxation de l'épargne* 64
1. Stimulation du capital à risque : Monory-De Clercq *bis* 64
2. Rapprochement des taux de 15 % et 25 % 67
3. Taxation généralisée des plus-values sur actions 69
4. Instauration d'un impôt sur la fortune 71
5. Baisser les impôts 73
6. Instauration d'une « *flat tax* » 75
Conclusion générale 75

2
Étendue et limites, tant en Belgique qu'à l'étranger, des pouvoirs d'investigation du fisc belge 77
Jean-Pierre Bours
chargé de cours à l'U.Lg.–H.E.C., avocat

SECTION 1
Le principe en droit fiscal : du devoir de collaboration 78
A. *Le devoir de collaboration du contribuable lui-même* 78
B. *Le devoir de collaboration des tiers* 79
1. Existe-t-il un devoir de « délation » ? 79
2. L'obligation de collaboration des tiers « à la demande » 80

SECTION 2
Corollaires du principe : le secret professionnel et la « polyvalence » des agents du fisc 81
A. *Le secret professionnel des agents du fisc* 81
1. Nature du principe 81

2. Qui n'est pas « tiers » ? 82
a) *Le principe de « non-cloisonnement » des administrations* 82
b) *Les administrations fiscales étrangères* 85
c) *Le conjoint* 85
B. *La « polyvalence » des agents du fisc* 85

SECTION 3
Le heurt des principes 87
A. *Le droit au silence ou « droit de se taire »* 87
B. *Le secret professionnel du tiers* 90
C. *Le secret de l'instruction* 93
D. *Le secret des affaires* 94
E. *Le droit au respect de la vie privée* 96
F. *Le « secret bancaire »* 100

SECTION 4
Les droits d'investigation du fisc belge à l'étranger 107
A. *Les principes* 107
B. *Les droits d'investigation du fisc belge à l'égard des banques luxembourgeoises* 109
C. *Les droits d'investigation du fisc belge à l'égard des banques allemandes. L'affaire du Liechtenstein* 111
D. *Le principe de proportionnalité* 115

Conclusion 116

3
Dix ans d'application de la réforme de la procédure judiciaire fiscale – L'impôt sur les revenus 117

Marc Levaux
chargé de cours adjoint à l'U.Lg.
maître de conférences à l'U.Lg.–H.E.C., avocat

Manuel Gustin
maître de conférences à l'U.Lg.
collaborateur scientifique au service de droit fiscal de l'U.Lg., avocat

Introduction 118

SECTION 1
L'introduction de l'instance 122
A. *La forme de l'introduction de l'instance : la requête contradictoire* 123
B. *Les délais de recours devant le tribunal de première instance* 125
1. Le point de départ du délai de réclamation 126
2. La date d'introduction du recours judiciaire 129
C. *L'introduction d'une procédure judiciaire en l'absence de décision directoriale : difficulté pratique* 129
D. *Le dépôt de la requête par un mandataire autre qu'un avocat* 130
E. *Compétence territoriale* 132
1. La province du Brabant flamand 134
2. Les procédures en langue allemande 136

SECTION 2
Le déroulement de l'instance 141
A. *La représentation de l'État* 141
B. *Les griefs nouveaux et les pièces nouvelles* 145
C. *Principe dispositif, caractère d'ordre public du droit fiscal et pouvoirs du juge* 151

SECTION 3
Le jugement 156
A. *La cotisation subsidiaire* 156
1. Validation de la cotisation subsidiaire au cours de la même instance ? 159
2. Purge préalable du vice de forme ayant donné lieu à l'annulation ? 160
3. Validation d'une cotisation subsidiaire par la cour d'appel ? 161
B. *Les dépens* 162

Conclusion 164

4
La fiscalité locale : une décennie d'évolutions 169
Aurélien Bortolotti
assistant à l'U.Lg., avocat
Lionel Orban
assistant à l'U.Lg., chargé de cours adjoint à l'U.Lg.–H.E.C., avocat

Introduction 170

SECTION 1

Établissement et recouvrement des impôts locaux 171

A. *Avertissement-extrait de rôle* 171
1. Définition du rôle 172
2. Mentions prescrites « à peine de grief » 173
3. Date du règlement-taxe 175
4. Communication et signature d'une synthèse du règlement-taxe 176
5. Informations nécessaires au sens de la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et communes 177

B. *La taxation d'office* 179
1. Conditions d'application 180
2. Absence de déclaration ou déclaration tardive 181
3. Déclaration incorrecte, incomplète et imprécise 182
4. Absence de communication de documents ou absence de réponse à une demande de renseignements 183
5. La taxation d'office : obligation ou faculté ? 183
6. Interprétation par la Cour de cassation 185
7. Interprétation par la Cour d'appel d'Anvers 186
8. Interprétation par la Cour d'arbitrage 187
9. Conclusion 189

C. *Pouvoirs de contrôle et moyens de preuve* 190

D. *Recouvrement et remboursement des taxes locales* 191

E. *Questions particulières* 193
1. Imposition des redevables 193
2. Solidarité entre redevables 194
3. Sanctions administratives 196

SECTION 2

Le contentieux administratif des taxes locales 198

A. *Recours administratif préalable* 198

B. *Intérêt à agir du redevable "solidaire"* 202

C. *Délai de réclamation : caractéristique* 203

D. *Dégrèvement d'office* 203

E. *Procédure devant le Collège des bourgmestre et échevins ou devant le Gouverneur* ... 205

F. *Décision et absence de décision du Collège des bourgmestre et échevins ou du Gouverneur* .. 205

SECTION 3

Le contentieux judiciaire des taxes locales 209

A. *Compétence territoriale et matérielle du tribunal de première instance* 209

B. *Introduction de la demande* 210
C. *Délai d'introduction de la demande : caractéristiques* 211
D. *Intérêt et qualité du requérant* 211
E. *Mentions prescrites à peine de nullité relative* 213
F. *Pouvoirs du juge* 214
G. *Signification du jugement et acquiescement* 215
H. *Procédure d'appel* 216
I. *Opposition et tierce opposition* 216
J. *Pourvoi en cassation* 217

SECTION 4
Régionalisation de la législation relative à la procédure de taxation locale . . 218
A. *Région wallonne* 218
B. *Région flamande* 218
C. *Région bruxelloise* 224

Conclusion 225

5
Le point sur le contrôle judiciaire des sanctions administratives en matière fiscale 227

Marc Bourgeois
chargé de cours à l'U.Lg.
Jordan Oprenyeszk
collaborateur à l'U.Lg., avocat

Introduction 228

CHAPITRE 1
Les sanctions administratives dans les différentes branches du droit fiscal 229

SECTION 1
Les sanctions administratives en matière d'impôts sur les revenus, de taxe sur la valeur ajoutée, de droits d'enregistrement et de droits de succession : aperçu général 229

A. *Les impôts sur les revenus* 229
1. Les accroissements d'impôts 230
2. Les amendes administratives 231
B. *La taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.)* 232
1. Les articles 70 et 71 du C.T.V.A. 232
2. Les arrêtés royaux n°s 41 et 44 233
C. *Les droits d'enregistrement* 235
D. *Les droits de succession* 236

SECTION 2
L'exigence formelle de motivation des sanctions administratives 237

SECTION 3
La contestation administrative des sanctions 238

SECTION 4
L'arrêté du Régent du 18 mars 1831 239

CHAPITRE 2
Le contrôle judiciaire des sanctions administratives appliquées en matière fiscale : principes et jurisprudence des hautes juridictions 241

SECTION 1
Le point de départ : un contrôle juridictionnel restreint sur les sanctions administratives 241

SECTION 2
La révolution : la requalification pénale des sanctions administratives au sens de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme 244

SECTION 3
Les principales conséquences de la requalification pénale des sanctions administratives appliquées en matière fiscale 249

SECTION 4
Le contrôle judiciaire des sanctions administratives appliquées en matière fiscale : la jurisprudence de la Cour de cassation 252

SECTION 5
Le contrôle judiciaire des sanctions administratives appliquées en matière fiscale : la jurisprudence de la Cour constitutionnelle 261

CHAPITRE 3
Le contrôle judiciaire des sanctions administratives appliquées en matière fiscale : la jurisprudence des juridictions du fond 271

SECTION 1
La jurisprudence des cours d'appel 271
A. *La jurisprudence de la Cour d'appel de Bruxelles* 271
B. *La jurisprudence de la Cour d'appel de Liège* 274
C. *La jurisprudence de la Cour d'appel de Mons* 277
D. *La jurisprudence de la Cour d'appel d'Anvers* 279
E. *La jurisprudence de la Cour d'appel de Gand* 282

SECTION 2
La jurisprudence des tribunaux de première instance 285
A. *La jurisprudence du Tribunal de première instance de Bruxelles* 285
B. *La jurisprudence du Tribunal de première instance de Liège* 286
C. *La jurisprudence du Tribunal de première instance de Mons* 291
D. *La jurisprudence du Tribunal de première instance de Namur* 292
E. *La jurisprudence du Tribunal de première instance d'Anvers* 295
F. *La jurisprudence du Tribunal de première instance de Gand* 296
G. *La jurisprudence du Tribunal de première instance de Bruges* 296

En guise de réflexion finale... 298